

Bruxelles : accord pour relancer le plan logement sur une autre base

La Région bruxelloise et la Ville de Bruxelles sont tombées d'accord pour désensabler certains projets du plan visant à créer plusieurs milliers de logements sociaux et moyens dans la capitale, ont annoncé **Christos Doulkeridis**, secrétaire d'Etat (Ecolo) bruxellois du Logement, **Yvan Mayeur**, président (PS) du CPAS de la Ville, et **Christian Ceux**, échevin (cdH) de l'Urbanisme.



Aux côtés de **Serge Vilain**, patron de la SRIB (l'opérateur régional chargé de gérer plusieurs de ces projets), ils ont également fait part de leur intention de coordonner leur travail pour réaliser les multiples projets en vue sur le territoire de la Ville.

Concrètement, un des trois dossiers de demande de permis de construire soumis mardi à l'avis de la commission de concertation de la Ville sera retiré. Il s'agit de la construction de quelque 200 logements sur un terrain situé à Haren. La raison ? *Le terrain sur lequel les bâtiments de 86 et 117 logements auraient dû sortir de terre est probablement celui de la Région qui est le plus pollué sur le plan sonore, a précisé Christos Doulkeridis. Il est survolé par la majorité des avions qui décollent de Zaventem, et longé par la ligne de chemin de fer Bruxelles-Anvers. Qui plus est, la zone n'est pas viabilisée pour du logement.*

La Ville de Bruxelles accepte de compenser ce déficit de 200 logements par la recherche de plusieurs terrains disséminés dans des quartiers différents. Elle s'est aussi accordée avec la Région pour donner le feu vert au projet de 22 logements sociaux et 33 moyens situés face à la gare de Haren.

Le projet de construction de 199 logements sociaux à proximité du « Chemin vert » (*photo*), à Neder-over-Heembeek, fortement contesté par les riverains, et soumis lui aussi à la Commission de concertation mardi sera adapté. On ne repartira pas d'une feuille blanche mais on l'adaptera en consultant les riverains, ont affirmé les représentants de la Région et de la Ville au cours d'une conférence de presse.

Plus globalement, le secrétaire d'Etat chargé du Logement s'est engagé à changer de méthode de travail et à travailler en concertation systématique avec chacune des 19 communes bruxelloises pour faire progresser le plan logement. Selon lui, l'erreur du gouvernement sortant, et non de la seule secrétaire d'Etat Françoise Dupuis (PS), est de s'être enfermé dans un objectif chiffré (5.000 logements sociaux et moyens en cinq ans), ce qui a finalement retardé certains dossiers trop vite ficelés.